***International Baccalaureate Diploma Programme***

***MÉmoire Étude du monde contemporrain***

*ThÈme : Conflits, Paix et sécurité*

*Sujet de recherche : une Étude sur les enjeux gÉopolitiques et gÉostratégiques en asie*

**Table des matières**

*Question de recherche :*

*En quoi les frontiÈres d’une maniÈre gÉnÉrale reprÉsentent-elles un enjeu gÉopolitique et gÉostratégique important en asie ?*

*Pierre-Ange Delbary Rouillé*

*Nombre de mots : 3985*

[Introduction 4](#_Toc183041993)

[I – Les Frontières maritimes 5](#_Toc183041994)

[I.1 – La Mer de Chine Méridionale 5](#_Toc183041995)

[I. 2 – Les îles Andaman-et-Nicobar 8](#_Toc183041996)

[II – Les frontières terrestres 13](#_Toc183041997)

[II. 1 – Aksaï Chin 14](#_Toc183041998)

[II. 2 – Le Cachemire 15](#_Toc183041999)

[II. 3 – La frontière Indo-Bengalie 17](#_Toc183042000)

[Conclusion 18](#_Toc183042001)

[Bibliographie : 21](#_Toc183042002)

# Introduction

L’Asie est un vieux continent à la base de nombreuses découvertes scientifiques majeures. Ses frontières ont beaucoup changé depuis le dernier siècle et il s’agit aujourd’hui encore d’un sujet d’actualité mondial provoquant des tensions. Les frontière, lignes invisibles définissant le tracé de chaque pays de ce monde, constituent le principal moteur de ces tensions. Ces frontières, qu'elles soient terrestres ou maritimes, sont bien plus que de simples démarcations administratives : elles sont le reflet de l'Histoire, des ambitions nationales et des rapports de force qui animent la région ; tel l’empire des Qing, qui façonna les frontières de la Chine contemporaine, ou lors de la Seconde Guerre Mondiale, lorsque la péninsule de Corée fut divisée en deux parties. Dans un contexte de mondialisation accrue et de compétition pour les ressources, les frontières asiatiques revêtent une importance capitale. Elles sont à la fois sources de conflits internationaux et enjeux de négociations, symboles de souveraineté et objets de contestations comme nous le verrons. La complexité de la situation frontalière en Asie est accentuée par l'héritage colonial qu’ont laissé les européens, les mouvements nationalistes, les revendications territoriales entre États et les intérêts économiques divergents qui amènent à des conflits étatiques.

Ce mémoire propose d'explorer en profondeur la question suivante : "*En quoi les frontières d'une manière générale représentent-elles un enjeu géopolitique et géostratégique important en Asie ?*" Pour y répondre, nous nous pencherons sur deux aspects fondamentaux de cette problématique. Dans un premier temps, nous examinerons les frontières maritimes, sujettes à controverses et en constant mouvement. Nous nous intéresserons ainsi à la mer de Chine méridionale, véritable poudrière diplomatique, ainsi qu'aux îles Andaman-et-Nicobar, dont la position stratégique est cruciale pour le contrôle des routes maritimes dans le Golfe du Bengale.

Dans un second temps, nous analyserons la question de la souveraineté des États à travers le prisme des enclaves et des exclaves. Nous étudierons les cas d'Aksai Chin et de l'Arunachal Pradesh, territoires disputés entre la Chine et l'Inde, ainsi que la situation complexe des enclaves et exclaves entre l'Inde et le Bangladesh. À travers ces exemples, nous tenterons de mettre en lumière les multiples dimensions, politiques, économiques, stratégiques et culturelles, qui font des frontières asiatiques un enjeu majeur des relations internationales contemporaines.

# I – Les Frontières maritimes

Cette première partie se propose d’étudier les frontières maritimes en Asie et est intitulée ‘‘Des frontières maritimes toujours en mouvement’’. Les frontières maritimes en Asie constituent l'un des enjeux géopolitiques les plus complexes et les plus dynamiques du XXIe siècle. Leurs riches ressources naturelles et leur importance stratégique en font des zones de tensions et de convoitises qui au fur et à mesure du temps n’a fait que s’accroître entre les États de la région. Cette partie se concentrera sur deux cas emblématiques qui illustrent la nature de ces frontières : la mer de Chine méridionale et les îles Andaman-et-Nicobar.

## I.1 – La Mer de Chine Méridionale

La mer de Chine méridionale est devenue l’un des points les plus explosifs de la géopolitique asiatique contemporaine. Cette vaste mer, riche en ressources naturelles et en hydrocarbure, sillonnée par d’importantes routes commerciales internationales reliant les port européens, africains et du Moyen-Orient vers les côtes chinoises et japonaises notamment, fait l’objet de revendications territoriales multiples et complexes qui se sont intensifiées depuis plus d’une décennie afin d’avoir le monopole complet de ces transitions. La Chine, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Brunei et Taiwan revendiquent la souveraineté sur tout, ou du moins, une partie de cette mer stratégique. La Chine revendique notamment des droits historiques sur près de 90 % de la zone à travers la « ligne en neuf traits », une revendication unilatérale initiée dans les années 1940 et fortement réaffirmée depuis les années 2000. Selon le rapport de l'International Crisis Group[[1]](#footnote-1), cette position de la Chine a fortement accru les tensions avec d’autres pays voisins, qui s’opposent fermement à cette position afin de pouvoir eux-mêmes contrôler une partie de cette mer et développer leur économie maritime.

Une image contenant texte, carte, atlas

Description générée automatiquement[[2]](#footnote-2),[[3]](#footnote-3)

La mer de Chine méridionale possède d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, estimées à 10 milliards de barils de pétrole et 6 700 milliards de pieds cubes de gaz selon l'Energy Information Administration des États-Unis[[4]](#footnote-4). Ces sources d’énergie potentielles favorisent la concurrence entre les pays de la région. En outre, cette zone maritime abrite également des zones de pêche importantes pour l’économie et la sécurité alimentaire des pays riverains, représentant plus de 12% de la production mondiale de pêche selon la FAO[[5]](#footnote-5) en 2019 car la mer de Chine méridionale, en plus d’être connue pour ses ressources en hydrocarbure, présente d’importante ressources halieutiques. Environ un tiers du commerce maritime mondial, atteignant une valeur annuelle de plus de 3 600 milliards de dollars selon le CSIS basé à Washington[[6]](#footnote-6), passe par cette mer stratégique. Les États-Unis et d’autres puissances maritimes adhèrent fortement au principe de liberté de navigation et s’opposent fermement aux efforts de la Chine pour contrôler cet espace. Les opérations de « liberté de navigation » menées par l'US Navy depuis 2015 montrent l'importance de cette question dans les relations sino-américaines. Depuis 2013, la Chine a procédé à une remise en état des terres et à la construction d'infrastructures militaires à grande échelle sur plusieurs récifs et îlots de la mer de Chine méridionale. Selon un rapport de l’Asia Maritime Transparency Initiative[[7]](#footnote-7), ces installations comprennent des pistes, des radars et des systèmes de missiles. La militarisation de la région a suscité de vives inquiétudes parmi les pays voisins et la communauté internationale car ces installations chinoises redéfinissent entièrement l’équilibre des forces dans cette région.

Malgré les efforts de médiation régionaux et internationaux menées par l’ONU notamment, les différends territoriaux en mer de Chine méridionale restent largement non résolus. La décision de 2016 du tribunal d'arbitrage de La Haye a rejeté les prétentions historiques de la Chine, mais n'a pas été reconnue par Pékin et n'a pas réussi à apaiser les tensions[[8]](#footnote-8). Selon l’analyse d’Ian Storey[[9]](#footnote-9) (expert en relations internationales et en sécurité régionale et co-responsable de l’ISEAS), l’absence d’un mécanisme de gestion maritime efficace ouvrira la voie à une escalade du conflit qui pourrait déboucher à terme sur une guerre ouverte entre les nations de la mer de Chine et leurs alliés. Les progrès technologiques dans l'exploration et l'exploitation des ressources marines repoussent plus haut les limites de l'exploitation économique des océans. Dans le même temps, le changement climatique et l’élévation du niveau de la mer menacent de remodeler les côtes et de modifier les frontières maritimes. Le rapport du PNUE[[10]](#footnote-10) souligne que la disparition potentielle de certaines îles pourrait avoir des conséquences importantes sur les revendications territoriales maritimes, cependant, Pékin a déjà commencé la construction d’îlots artificiels afin d’augmenter le nombre d’infrastructures militaires et économiques dans la mer de Chine, ce qui aura pour effet de renforcer sa présence en ces lieux.

## I. 2 – Les îles Andaman-et-Nicobar

À présent, passons au deuxième cas de figure de cette première partie sur les îles Andaman-et-Nicobar.

Situées dans le golfe du Bengale, les îles Andaman et Nicobar constituent une position géostratégique importante pour l'Inde, offrant un point de vue privilégié sur le détroit de Malacca et jouant un rôle croissant dans la géopolitique de l'océan Indien. Les îles Andaman-et-Nicobar sont situés à l’est de la botte sud du Myanmar, à la jonction du Golfe du Bengale et de la Mer Andaman comme nous pouvons le voir sur la carte suivante entourée en rouge :

[[11]](#footnote-11)

Selon Harsh V. Pant et Anant Singh Mann, deux analystes Indiens ayant publiés une étude en 2020 sur la stratégie indienne dans l’océan Indien, leur position leur confère une importance stratégique dans le contrôle du flux maritime car elles sont un point de passage important pour les bateaux provenant des ports de Hambantota, Kyaukpyu respectivement, Sri Lanka et Myanmar. Il s’agit d’une route reliant le Pacifique à l’Océan Indien où transite plus de 60% du fret maritime mondial.

De fait, l’Inde a considérablement augmenté sa présence militaire depuis une quinzaine d’année. Le Commandement d’Andaman et Nicobar a accru ses capacités depuis sa création en 2001 selon Abhijit Singh, et ce dans le but de contrer à une plus grande échelle l’influence croissante de Pékin dans la région qui a depuis acquis plusieurs ports Sri Lankais, Birman et a pour projet de creuser le canal de Kra qui relierait directement la Mer Andaman au Golfe de Thaïlande en évitant le détroit de Malacca. Outre leur importance stratégique, ces îles possèdent également un potentiel économique important. Le gouvernement indien a lancé un plan de développement en 2019 pour faire de l'archipel une plaque tournante de l'écotourisme et du commerce maritime, construisant ainsi des infrastructures touristiques, mais aussi à une exploration en profondeur des ressources naturelles de la Mer Andaman, connue pour ses nombreux gisements pétroliers et gaziers[[12]](#footnote-12). Cette évolution suscite cependant des inquiétudes quant à la préservation de l’écosystème unique de l’archipel, qui abrite de nombreuses espèces rares, car de nos jours, les îles de l’archipel sont en capacités d’accueillir des touristes, les prisons ont été transformées en musées et un complexe aquatique y a été construit. Cet archipel est également un point de passage crucial pour le fret maritime : il s’inscrit dans la continuité du détroit de Malacca, reliant l’océan Indien à l’océan Pacifique, ce qui en fait une position stratégique à défendre pour contrôler le trafic maritime. Cela permet donc à l’Inde de renforcer sa présence dans l’Océan Indien et en même temps de s’affirmer en tant que puissance maritime mondiale.

Nous avions évoqué plus haut que la présence militaire Indienne sur l’archipel Andaman-et-Nicobar s’était accrue, la raison est que celle-ci souhaite augmenter stratégiquement ses capacités maritimes dans la région. L’inde souhaite être perçue comme une puissance maritime importante, quasiment égale à la Chine et capable de rivaliser, du moins, dans la région indopacifique. C’est pour cela que l’Inde s’est grandement réarmée en bâtiments maritimes et aéronautiques. On compte parmi cela la construction d’un porte avion mis en service en 2022, l’INS Vikrant, mais aussi des commandes d’avions de chasse de type Rafale à la France en 2016 et possiblement une autre commande de 26 Rafale Marine officialisée le 14 juillet 2023, lors de la visite de Narendra Modi à Paris[[13]](#footnote-13).

En plus d’être d’une importance stratégique capitale, ces îles présentent également des intérêts pour plusieurs grandes puissances, à savoir la Chine, le Japon, les États-Unis mais aussi l’Australie. Tous ont des intérêts stratégiques dans la région, la Chine pour l’extension de sa zone d’influence, le Japon pour contrer l’influence chinoise et pour préserver ses routes commerciales et ses relations avec l’Inde. Quant aux États-Unis et à l’Australie, il s’agit principalement des mêmes raisons que le Japon, mais ajoutons à cela qu’un autre but de cet intérêt pour les Andaman-et-Nicobar est que Washington peut voir les mouvements de la flotte indienne dans les îles.

Ainsi, un traité fut signé entre l’Inde, le Japon, les États-Unis et l’Australie afin de contrer l’influence chinoise, appelé le Quad (*Quadrilateral Security Dialogue*). Ce traité vise à promouvoir la libre navigation dans cette partie du globe et la sécurité maritime. Cette coopération inclut des exercices inter-états, mais aussi des échanges d’informations et un effort pour le renforcement de chaque marine de la région. Ainsi, nous pouvons dire sans mal que les îles Andaman-et-Nicobar constituent une plaque tournante stratégique pour l’Inde, tant du point de vue géopolitique que géostratégique, permettant ainsi le contrôle du trafic maritime avant Malacca. De fait, la présence maritime indienne ne s’en voit que plus forte car elle a également pour but de contrecarrer l’influence croissante chinoise, et ce par plusieurs moyens, tant au niveau géopolitique ave le Quad qu’au niveau stratégique avec le réarmement de sa flotte navale et aéronautique. Nous pouvons donc dire que dans le futur, la gestion de cette frontière n’en sera que plus importante et déterminera la direction que prendront les relations Indo-Pacifique.

Pour finir cette première partie, nous allons aborder les frontières maritimes et le droit international. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) accorde aux États côtiers des droits souverains sur des zones économiques exclusives s'étendant jusqu'à 200 milles marins de leurs côtes. Dans les mers fermées ou semi-fermées comme la mer de l’Est, ces zones se chevauchent souvent, créant des conflits. Selon le rapport du tribunal d'arbitrage de La Haye[[14]](#footnote-14), la décision de la Chine de rejeter les revendications historiques montre la complexité juridique de ces questions de délimitation.

Ainsi, des initiatives ont été prises pour instaurer de nouveaux mécanismes régionaux de gouvernance maritimes, notons en exemple le Déclaration sur la Conduite des parties en mer de Chine méridionale datant de 2002, mais leur efficacité reste limitée, notamment en ce qui concerne la prise de position par rapport aux revendications territoriales mais aussi à cause de la complexité des négociations du fait du nombre de parties et des différentes dynamiques régionales qui animent chaque partie, avec en exemple le récent accord AUKUS entre l’Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis centré sur la sécurité maritime dans la région, qui montre donc parfaitement que ce problème est a des répercussions internationales. Cette concurrence a donc conduit à l’émergence d’alliance et de nouvelles dynamiques géopolitiques. Par exemple, l’Inde a, en 2021, renforcé ses partenariats extra-asiatiques avec le Quad, évoqué plus tôt, pour contrebalancer l’influence croissante de Pékin dans l’océan Indien. Les progrès technologiques dans l'exploration et l'exploitation des ressources marines repoussent plus haut les limites de l'exploitation économique des océans.

Au terme de cette première partie, force est de constater que les frontières maritimes de l'Asie sont des zones de conflits géopolitiques majeurs. Qu’il s’agisse de la mer de Chine méridionale ou des îles Andaman et Nicobar, ces régions centrent des enjeux de souveraineté, de sécurité et d’accès aux ressources qui dépassent le cadre régional pour s’inscrire dans le classement dynamique mondial. La gestion de ces frontières fluides et contestées continuera de jouer un rôle important dans la détermination de l’équilibre géopolitique de la région Asie-Pacifique dans les années à venir.



# II – Les frontières terrestres

À présent, passons à la seconde partie de ce mémoire qui portera sur les frontières terrestres et la souveraineté nationale. En Asie, les frontières terrestres sont autant de lignes de fracture où les questions de souveraineté prennent une dimension parfois explosive. Ces lignes tracées à travers l’histoire, souvent par des puissances coloniales, continuent de marquer les relations entre les nations, parfois de manière douloureuse. Pour mieux comprendre ces enjeux, il est essentiel d’examiner un cas précis où ces frontières sont contestées : Aksaï Chin, un territoire indien annexé par la Chine.

## II. 1 – Aksaï Chin

Le conflit frontalier entre l’Inde et la Chine est un héritage direct de l’époque coloniale. La ligne McMahon, tracée en 1914 lors de la convention de Simla entre la Grande-Bretagne et le Tibet, est à l’origine de l’actuelle contestation. Si l’Inde considère cette ligne comme sa frontière légitime avec la Chine, Pékin ne la reconnaît pas, affirmant que le Tibet n’avait pas le droit de négocier de tels accords. Cette situation a conduit à la guerre sino-indienne de 1962, qui s’est soldée par la victoire chinoise et la consolidation de ses positions dans l’Aksaï Chin, un désert montagneux que l’Inde revendique toujours dans la région du Cachemire.

Une image contenant texte, carte, atlas, diagramme

Description générée automatiquement[[15]](#footnote-15)

Aksaï Chin, un territoire d'environ 38 000 km², situé dans le désert, est gouverné par la Chine, mais réclamé par l'Inde. Il est d'une valeur stratégique incontestable, car il fait le lien entre le Xinjiang et le Tibet, deux zones très sensibles pour Pékin qui ont été acquises durant les 150 dernières années. La construction par la Chine d'infrastructures militaires et civiles dans cette région au cours de la dernière décennie a renforcé de manière considérable son emprise sur Aksaï Chin[[16]](#footnote-16).

Les incidents de 2017 au plateau de Doklam et de 2020 dans la vallée de Galwan ont fait ressortir à quel point la situation à la frontière sino-indienne était fluctuante. Ces heurts, qui se sont soldés par des échanges de coups et par la mort d'une dizaine de soldats indiens, ont eu, nous le savons, un fort impact sur les relations bilatérales, conduisant même jusqu'à des tensions dans les domaines économique et stratégique. Selon Harsh V Pant, un analyste indien, et son ouvrage de référence sur le sujet, ces événements ont conduit l'Inde à renforcer ses partenariats stratégiques en termes d’armement avec des pays comme les États-Unis et la France.

## II. 2 – Le Cachemire

Le deuxième cas de cette partie portera sur le Cachemire. Le Cachemire est une région géographique disputée par trois nations en Asie centrale. Elle est située entre la Chine, l’Inde et le Pakistan. Il s’agit sans aucun doute du parfait exemple des tensions frontalières en Asie, car depuis 1947, date à laquelle l’Inde s’est divisée en trois nations, le Pakistan de l’Ouest, le Pakistan de l’Est (aujourd’hui le Bengladesh) et l’Inde, cette région n’a eu de cesse d’être disputée entre trois des nations les plus importante d’Asie est restée dans un état de quasi-guerre permanente.

Il s’agit d’une région montagneuse à première vue sans réelle importance stratégique car ses ressources naturelles sont limitées et sa position géographique n’en fait pas un point de passage important pour le trafic commercial. Il s’agit cependant d’un symbole pour chacune des trois nations. Pour l’Inde, pays multiconfessionnel, bien qu’orienté majoritairement vers l’hindouisme, il s’agit d’un symbole de la laïcité et de la diversité culturelle. Pour le Pakistan en revanche, il s’agit d’une question d’appartenance nationale car le Cachemire est à majorité musulmane, la religion officielle du Pakistan, et donc, cela devrait faire partie de son territoire national. Pour la Chine en revanche qui en occupe une petite partie, Aksaï Chin, le but de territoire réside seulement en le fait de bloquer l’influence Indienne sur l’Asie du Sud et par le même biais l’accès à de nouveaux marchés commerciaux en Asie centrale, dans les territoires d’Ex-URSS. Les décisions de New-Dehli en 2019, notamment l’autonomie de Jammu-et-Cachemire, une province indienne, n’ont fait qu’accroître ces tensions comme l’indique Jean-Vincent Brisset, chercheur associé à l’IRIS[[17]](#footnote-17). À la suite de cela, le gouvernement Pakistanais a vivement réagi face à la décision indienne en la condamnant, ce qui a contribué à une détérioration majeure des relations Indo-Pakistanaises, déjà fortement réduites. De nos jours, la militarisation du Cachemire ne fait qu’augmenter et bien qu’un cessez-le-feu ai été conclu entre les deux nations, celui-ci est régulièrement violé tant par les soldats pakistanais que par les soldats indiens, ce qui n’a pour effet que de prolonger le conflit. De plus, toutes ces tensions n’ont pas seulement un impact sur les relations Indo-Pakistanaises, elles affectent leurs relations avec d’autres puissances régionales et internationales comme la Chine ou les États-Unis.

Passons à présent au troisième et dernier cas de cette partie sur les frontières terrestres et souveraineté nationale.

## II. 3 – La frontière Indo-Bengalie

En Asie comme partout ailleurs, les frontières ne se résument pas seulement à des zones de tensions qui risquent de déboucher sur un conflit ouvert. Un exemple de cette notion peut être le cas de l’Inde et du Bengladesh qui, bien que cela ne fut pas militaire, créa une situation humanitaire déconcertante : jusqu’en 2015, ces deux pays partageaient une cent-cinquantaine d’enclave et d’exclaves au total, résultat de la colonisation réalisée par les occidentaux. Avant leur échange en 2015, il y avait un nombre total de 162. Cela posait de nombreux problèmes aux habitants qui étaient pour certains séparés de leur terre natale, sans possibilité de pouvoir y revenir à cause des frontières intraétatiques, et qui vivaient donc dans des situations de précarité importante. Et du fait de leur position géographique, ils se retrouvaient pris à parti à cause des tensions entre le Bengladesh et l’Inde, rendant leur quotidien plus difficile à supporter comme l’explique Willem van Schendel[[18]](#footnote-18). S’est donc conclu en 1974 un premier accord qui ne fut pas respecté et qui avait pour but d’échanger toutes les enclaves afin de régulariser la frontière. Ainsi, en 2015, en a eu lieu un second qui officialisa les choses et qui permit de mettre fin à des décennies de problèmes. L’inde reçue 51 enclaves et le Bengladesh 111, le système des enclaves et exclaves disparus, seulement il subsiste toujours une enclave bengalie en Inde et c’est la seule restante de cet accord. Notons que ces frontières sont toujours le théâtre de conflits, entre rebelles et militaires, alimenté par la Chine qui joue double-jeu en soutenant à la fois les groupes rebelles tout en gardant de bonnes relations avec Dacca.

Pour finir sur cette deuxième partie, les frontières en Asie ne sont pas de simples lignes sur une carte. Elles sont des réalités vivantes, qui façonnent les relations entre les États et les peuples comme nous avons pu le voir avec notre dernier exemple sur le Bengladesh. Peu importe le fait que ces frontières soient terrestres, elles sont au cœur des enjeux géopolitiques et géostratégiques du continent. En Asie, plus qu’ailleurs, les frontières sont synonymes de conflit, mais aussi de coopération, voire d’alliance. Elles incarnent les tensions du passé et les défis du présent mais hypothétiquement, un avenir incertain penchant entre guerre et paix.

# Conclusion

Nous arrivons à présent à la fin de ce mémoire, en conclusion, nous pouvons observer que les frontières en Asie représentent chacune un enjeu géopolitique et géostratégique différent, peu importe qu’elles soient terrestres ou maritimes, comme nous avons pu le voir avec le Cachemire ou encore avec les îles Andaman-et-Nicobar. Elles sont le catalyseur de tensions historiques, mais aussi d’ambition nationales ou bien d’intérêt économiques (*cf* Mer de Chine Méridionale). Les frontières maritimes principalement sont au cœur de dynamiques complexes allant de la simple exploitation de ressources à la modification de frontières comme édicté plus haut avec le cas des îles Andaman et de la Mer de Chine méridionale. Ces frontières permettent d’observer à quel point un état peut-il être souverain de son état et le contrôle qu’il peut exercer sur les ressources naturelles. Prenons en exemple la région Indopacifique où ces frontières n’ont eu de cesse d’évoluer depuis les époques coloniales et où l’évolution du droit international maritime fait à présent partie intégrante de ces défis.

En parallèle, les conflits territoriaux tels qu’illustré par les anciennes enclaves Indo-Bengali et le Cachemire soulignent la persistance de l’histoire coloniale qui représente une part importante de l’histoire moderne de ces pays. Ces cas particuliers soulignent les difficultés liées à la souveraineté nationale et surtout à la signification de la souveraineté nationale. Ils ont une signification particulière car ils sont représentatifs de la montée en puissance de la Chine et donc par le même biais de la redéfinition des alliances et des ressources économiques. Ainsi, la résolution de conflits apparaît comme étant d’une importance capitale pour la bonne tenue et l’avenir de l’Asie du XXIe siècle et des temps futur. Cette résolution des conflits nécessitera de toutes les parties d’habiles diplomates et une volonté de compromis de la part de chaque nation et avant tout, un respect du droit international. Un bon exemple de cette notion est le cas Indo-Bengali concernant les multiples enclaves, problème résolu pacifiquement, ce qui prouve que l’usage de la force n’est pas une nécessité. En contrepartie, nous pouvons voir qu’en Mer de Chine ou au Cachemire, les tensions persistent et ne semble pas pouvoir être stoppée tant que l’une des parties n’aura pas pris l’ascendant sur les autres, ce qui souligne également la difficulté de la résolution pacifique de certains conflits. Ainsi, la façon dont sont gérées les frontières permettra d’accroître la sécurité des habitants ou de la nation visée en jouant également sur les alliances qui pourront être formée comme nous avons pu le voir avec le Quad ou bien l’accord AUKUS.

En définitive, les frontières asiatiques sont loin d’être de simple ligne sur les cartes, ce sont des espaces où la force d’une nation est inhérente à sa capacité à être reconnue et où la diplomatie internationale est de mise afin de prévenir des conflits plus violents que les simples escarmouches qui peuvent avoir lieu en Mer de Chine ou au Cachemire. Le futur de ces zones dépendra de la gestion qui en est faîte actuellement.

# Bibliographie :

**Internal Crisis Group** Mer de Chine : tension en eaux troubles [[site]](https://www.crisisgroup.org/fr/asia/north-east-asia/china/mer-de-chine-tensions-en-eaux-troubles)

**Belin Education – EdiCarto** 2020 HGGSP Tle [manuel scolaire]

**Energy Information Administration (EIA)** South China Sea [[site]](https://www.eia.gov/international/analysis/regions-of-interest/South_China_Sea)

**Food and Agriculture Organization (FAO)** La situation mondiale des pêches et de l’aquaculture 2022 [[site]](https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/00f1704f-b092-492c-84da-63c2a88923e2/content/sofia/2022/status-of-fishery-resources.html#:~:text=Le%20Pacifique%20Sud%2DEst%20a,ann%C3%A9es%201990%20(figure%2025).)

**Center for Strategic and International Studies (CSIS)** How Much Trade Transits the South China Sea? , 2021 [[site]](https://chinapower.csis.org/much-trade-transits-south-china-sea/)

**Asia Maritime Transparency Initiative (AMTI)** China Island Tracker [[site]](https://amti.csis.org/island-tracker/china/)

**Cour permanente d’arbitrage (CPA)** Arbitrage relatif à la mer de chine méridionale, 2016 [[rapport]](https://pcacases.com/web/sendAttach/1802)

**STOREY Ian** Discordes en mer de Chine méridionale : les eaux troubles du Sud-Est asiatique – Politique étrangère, n°3, 2014 [revue]

**Programme des Nations Unies pour l’Environnement (PNUE)** Renforcement de la coopération pour la gestion intégrée des zones côtières aux fins du développement durable [[rapport]](https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n23/238/83/pdf/n2323883.pdf)

**Gifex** Carte des îles Andaman-et-Nicobar [[site]](https://gifex.com/fr/fichier/carte-des-iles-andaman-et-nicobar/#google_vignette)

**GIBLIN Béatrice** Regards géopolitiques sur l’Indo-Pacifique – Hérodote, n°189, 2023 [revue]

**VINCENT Elise** & **PHILIP** **Bruno** L’Inde a donné son accord de principe pour l’achat de vingt-six Rafale et trois sous-marins français – Le Monde, n°24423, 2023 [revue]

**LECLERC Jacques** 2007 [Carte]

**GROSSER Pierre** Tensions à la frontière Sino-Indienne : comprendre la crise à la bonne échelle, Le Grand Continent, 2020 [[site]](https://legrandcontinent.eu/fr/2020/06/24/frontiere-sino-indienne/)

**BRISSET Jean Vincent** Chine-Inde : une rivalité loin d’être apaisée – IRIS France, 2014 [[site]](https://www.iris-france.org/44311-chine-inde-une-rivalit-loin-dtre-apaise/)

**VAN SCHENDEL Willem** Stateless in South Asia: The Making of the India-Bangladesh Enclaves – The Journal of Asian Studies, n°2, 2002 [revue]

1. [International Crisis Group](https://www.crisisgroup.org/fr/asia/north-east-asia/china/mer-de-chine-tensions-en-eaux-troubles) [↑](#footnote-ref-1)
2. Edi Carto [↑](#footnote-ref-2)
3. Belin Éducation/Humensis, 2020 HGGSP Tle [↑](#footnote-ref-3)
4. [Energy Information Administration, 2024](https://www.eia.gov/international/analysis/regions-of-interest/South_China_Sea) [↑](#footnote-ref-4)
5. [Food and Agriculture Organization, 2022](https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/00f1704f-b092-492c-84da-63c2a88923e2/content/sofia/2022/status-of-fishery-resources.html#:~:text=Le%20Pacifique%20Sud%2DEst%20a,ann%C3%A9es%201990%20(figure%2025).) [↑](#footnote-ref-5)
6. [Center for Strategic and International Studies, 2021](https://chinapower.csis.org/much-trade-transits-south-china-sea/) [↑](#footnote-ref-6)
7. [Asia Maritime Transparency Initiative, 2014](https://amti.csis.org/island-tracker/china/) [↑](#footnote-ref-7)
8. [Cour permanente d’arbitrage, 2016](https://pcacases.com/web/sendAttach/1802) [↑](#footnote-ref-8)
9. STOREY Ian, 2014 [↑](#footnote-ref-9)
10. [Programme des Nations Unies pour l’Environnement, 2023](https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n23/238/83/pdf/n2323883.pdf) [↑](#footnote-ref-10)
11. [Gifex](https://gifex.com/fr/fichier/carte-des-iles-andaman-et-nicobar/) [↑](#footnote-ref-11)
12. GIBLIN Béatrice, 2023 [↑](#footnote-ref-12)
13. VINCENT Elise & PHILIP Bruno, 2023 [↑](#footnote-ref-13)
14. [Cour permanente d’arbitrage, 2016](https://pcacases.com/web/sendAttach/1802) [↑](#footnote-ref-14)
15. LECLERC Jacques 2007 [↑](#footnote-ref-15)
16. [GROSSER Pierre, 2020](https://legrandcontinent.eu/fr/2020/06/24/frontiere-sino-indienne/) [↑](#footnote-ref-16)
17. [BRISSET Jean Vincent, 2014](https://www.iris-france.org/44311-chine-inde-une-rivalit-loin-dtre-apaise/) [↑](#footnote-ref-17)
18. [VAN SCHENDEL Willem, 2002](http://www.mcrg.ac.in/statelessness/further_readings/stateless%20in%20south%20asia.pdf)  [↑](#footnote-ref-18)